

Suite à la suspension du dialogue social souhaité par les organisations syndicales à l'approche de l'été dernier, conséquence de la dissolution de l'Assemblée Nationale et du risque de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir (cf notre déclaration liminaire), les instances CSAL et CSA-FS étaient reconvoquées en ce début septembre. L'ordre du jour de la Formation Spécialisée était inchangé.

État d'avancement des actions et travaux

Amiens Fief

Fiche 169 : accès au site et manque d'entretien des pistes cyclables. Le problème a été soumis à la CCI d'Amiens et à Amiens métropole mais n'a obtenu aucune réponse. **Le déménagement du site d'Amiens Fief ayant eu lieu cette question n'est plus de notre ressort. La fiche est clôturée.**

La CGT rappelle néanmoins que la clôture de cette fiche ne va pas résoudre le problème et que de nombreuses personnes travaillent toujours dans la zone industrielle et prennent des risques en circulant sur ces pistes cyclables.

Fiche 175 : un nettoyage des ventilo-convecteurs a été demandé et effectué par la société. Dalkia est intervenue au cours du 3^e trimestre 2023 pour remplacer les filtres laissés sur place et stockés au sous-sol en attendant qu'ils passent les récupérer. **Le déménagement du site d'Amiens Fief ayant eu lieu cette question n'est plus de notre ressort. La fiche est clôturée.**



Fiche 177 : le véhicule RIFTER du SIL d'Amiens ne dispose pas de caméra de recul. Il a été équipé d'un radar de recul en juin 2024. **La fiche est clôturée.**

Amiens Vidame

Fiche 185 : Au service Développement les tapis de sol installés sous les fauteuils entraînent un risque de chute, car ils n'adhèrent pas au sol. Une dalle du bureau ASCAS ne tient pas correctement, ce qui représente un nouveau risque de chute. **Le déménagement du site d'Amiens Vidame ayant eu lieu cette question n'est plus de notre ressort. La fiche est clôturée.**

Rouen

Fiche 132 : le carrelage des sanitaires est dans un état de saleté déplorable depuis des mois. Une vérification périodique et un nettoyage est effectué par les agents techniques tous les trimestres. **La fiche est clôturée.**

Fiche 160 : des dalles de terrasse se décollent encore. La terrasse a été refaite cependant malgré la pente, il reste encore de l'eau sur les dalles ce qui risque d'être dangereux cet hiver s'il gèle. Du sel sera mis pour éviter les chutes. Il reste à effectuer la pose de la rampe d'accès PMR mais **la fiche est clôturée.**

Fiche 188 : le chauffage du bureau de la CID dysfonctionne depuis plusieurs mois. La soufflerie gênante a été désactivée, les deux appareils fonctionnent désormais en mode « chauffage passif ». Cela ne résout pas le problème, car il reste un bruit d'écoulement gênant dans les tuyaux. Il faudra refaire un point à l'automne lorsque le chauffage sera redémarré dans l'ensemble du bâtiment. La fiche reste ouverte.

Lille

Fiche 182 : sur le plateau de l'assistance téléphonique direction, l'éclairage est mal réparti. Le pavé LED commandé a été installé cet été sur le plateau par l'agent technique. La fiche reste ouverte le temps de voir si cela donne satisfaction aux agents concernés.

Fiche 183 : allumage automatique tardif pour se rendre au LTI. Le détecteur a été déplacé mais ne donne pas satisfaction. Une demande va être faite à l'entreprise Vinci pour revoir le problème.

Présentation de la convention mobilithèque

La mobilithèque, proposée par le Secrétariat Général, consiste en la création d'un parc de mobilier et d'équipements visant à lutter contre la sédentarité et prévenir les risques musculo-squelettiques sur le lieu de travail, ainsi qu'en télétravail.

La direction a participé en janvier à une réunion, où un « showroom » présentait un certain nombre de matériels, par exemple des galettes d'assise, des supports pour écrans, des vélos elliptiques... Apparemment séduit par le concept, la direction a signé une convention avec le Secrétariat Général. Celle-ci offre la possibilité à un agent de se voir prêter du matériel, dans la limite de quelques semaines et de la disponibilité du matériel.

Une communication spécifique sera faite auprès des agents de l'ESI de Lille, seuls concernés au moment de l'instance puisque l'unique point de retrait du matériel, pour l'instant opérationnel, est situé à Lille. Un autre point de retrait va être prochainement mis en place à Amiens ; ce qui impliquera de signer une autre convention pour les agents de l'ESI d'Amiens.

Les agents des ESI de Rouen et Caen sont pour l'instant exclus de ce dispositif. La direction ne précise pas si elle s'engagera forcément sur une action similaire. Peut-être faudra-t-il attendre si le succès est au rendez-vous dans les autres ESI ?

La CGT souligne le risque de frustration si un matériel convient à un agent mais qu'il doit forcément le rendre à la fin de l'expérimentation. La direction confirme que l'achat ne sera pas systématique, surtout que le catalogue propose du matériel très coûteux (vélo elliptique, bureaux adaptés...).

La direction précise que c'est la DiSI qui doit faire la demande de prêt auprès du Secrétariat Général et pas l'agent directement. On attend donc de voir comment va être géré le processus de demande de matériel : directement par la DiSI ou par les chefs de service ?

Mobilithèque et retraite à 70 ans ?



Visites des ESI de Caen et Rouen par l'ISST

L'Inspecteur Santé Sécurité au Travail (ISST), Monsieur David Guyenot, pour les départements normands de la DiSI fait une présentation synthétique de chacune des visites qu'il a effectué ces derniers mois. Il s'attarde néanmoins sur quelques points spécifiques.

À Caen, l'ISST note seulement des problèmes d'espace au sous-sol, où du matériel à l'abandon était entreposé, causant des risques de chutes. Peu de temps après la visite, sur la recommandation de l'ISST, place nette a été faite et les risques ont été supprimés.

À Rouen, l'ISST confirme que les travaux bâtimentaires entrepris (réfection de la terrasse) vont améliorer les conditions de travail des agents. Il rappelle également le risque industriel présent, mais qui est bien pris en compte par les équipes de l'ESI. Il souligne que les matériaux amiantés sont connus et suivis, on connaît leur état de dégradation. Néanmoins, pour éviter toute intervention extérieure sur ces matériaux, et pour encore mieux informer les agents, la signalétique va être revue.

Point soulevé, et qui s'applique aux services concernés de tous les ESI : il est proposé de vérifier les dates limite de conservation des casques de chantier et de repasser les consignes de conservation de ceux-ci aux agents. Il a en effet été constaté que des casques étaient laissés sans protection, au soleil, ce qui n'est pas conseillé.

DUERP et PAP

La campagne DUERP 2024 est réalisée à l'aide du nouvel outil Prev'action. Les cadres de proximité de la DiSI ont été destinataires en avril 2024 d'un ensemble de documents leur permettant de se familiariser avec cette nouvelle application. Ils ont bénéficié également de deux réunions de présentation de l'applicatif ce qui leur a permis ensuite d'organiser une réunion avec l'ensemble de leurs agents et à transcrire les informations recensées dans l'application Prev'action.

Un groupe de travail sur le DUERP va réunir mi-septembre les représentants du personnel et les membres de l'administration pour débattre sur le recueil des risques finalisé et proposer des actions pour l'élaboration du PAP Plan annuel de prévention.

À l'annonce de cette nouvelle application, les organisations syndicales avaient demandé un accès à celle-ci. Finalement, la consigne du ministère n'est d'octroyer qu'une seule habilitation, au secrétaire de la formation spécialisée.

Actu RH et TBVS

Il y a volume d'écroulement horaire important à Lille et Rouen. La direction l'explique par un pic d'activité à Rouen pour la CID qui a mené des opérations dans le cadre du déménagement à la nouvelle cité administrative, et pour les développeurs pour les travaux menés sur l'application « Mon Assistance ».

La CGT s'interroge s'il n'y a pas là un problème d'organisation du travail. Pas de réponse systématique, concernant le fait qu'ils puissent récupérer leurs heures. C'est au cas par cas à la demande de l'agent.

Il y a toujours des vacances de postes à la DiSI puisque seuls 85% des emplois sont occupés.



Réorganisations – Travaux sur les sites

Les collègues de la **CID de la Manche** subissent toujours des désagréments suite à des travaux au sein de la cité administrative. Ces perturbations sont temporaires en ce qui concerne les locaux même de la CID mais les assistants de proximité doivent régulièrement faire face à des pics de charge dus aux multiples déménagements et aux déplacements du matériel informatique nécessaires pour les collègues des services administratifs.

Le **service DEVOPS** de l'ESI de Lille a désormais à sa charge 25 projets, à effectifs constants depuis quelques mois. La CGT s'inquiète de savoir s'il ne s'agit pas là d'une charge trop importante. Le chef d'ESI concède qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe, avec l'arrivée de nouveaux collègues sortis d'école, d'ISIC... et de contractuels. Une vigilance est aussi portée au travail des prestataires pour que nos collègues n'aient pas à rattraper d'éventuelles lacunes dans le service fourni. Sinon, les anglicismes jargonnants propres au Devops : *scrum*, *sprint*, *team*, *run*... à la CGT, on y est toujours hermétique !

Le **centre OPS** de Rouen est désormais le 7ème officiellement reconnu par la DG. L'équipe est constituée actuellement de 6 agents et de 2 apprentis.

Emménagement au nouvel ESI d'Amiens

L'installation des agents à la nouvelle cité administrative d'Amiens s'est globalement bien déroulée, la direction, ainsi que la CGT, remercient les équipes de la CID, du SIL et les agents techniques pour leur contribution.

Des remarques qui ont été remontées ont été prises en compte par la direction notamment concernant la chaleur dans les locaux. Les problèmes d'utilisation des stores, des luminaires et de la ventilation seront évoqués prochainement lors de réunions avec le gestionnaire de site avec l'idée de reprendre la main sur un certain nombre de réglages.

Une étude de sécurisation des bureaux de l'ESI est en cours. L'idée de la direction penche plutôt vers un accès à nos étages grâce aux badges actuels. Mais la réflexion est à peine entamée.

Une solution de restauration collective a été trouvée avec celle de la SNCF, en attendant que la cantine de la Cité soit opérationnelle. Aucune date d'ouverture de celle-ci n'a cependant pu être fournie par la direction.

La CGT interroge la direction sur la création d'un local infirmerie. Celui-ci n'est pas obligatoire dans notre bâtiment mais du matériel de l'Agence Régionale de Santé, qui intègre également la cité, va être redéployé et mutualisé pour créer une infirmerie.

Concernant les anciens locaux, ceux de Vidame ont déjà été remis à la DDFiP. Ceux de Fief sont en train d'être vidés. Les matériels sont donnés à d'autres administrations ou vendus via le Domaine.



Exercices d'évacuation

Un exercice d'évacuation a été effectué sur le site de **Lille** le 23 mai 2024 dans un contexte de Vigipirate Urgence Attentat qui ne permet pas une évacuation complète et un rassemblement à l'extérieur du bâtiment. L'évacuation s'est déroulée rapidement et sans problème. Les gilets avaient été numérotés permettant de connaître les services qui ont évacué. Un nouvel exercice aura lieu en octobre afin de familiariser les nouveaux arrivés à ce type d'évacuation.

Une tentative d'intrusion a eu lieu sur le site de **Lille** début septembre, la porte du local syndical donnant dans la rue Nationale a été fracturée. Elle est en cours de réparation, l'accès est donc condamné pour le moment. L'accès reste possible par l'intérieur du bâtiment en faisant désactiver l'alarme par la gestion de site.

Un exercice d'évacuation a été effectué également sur le site de **Caen** le 19 juin 2024 et s'est bien déroulé.

Les exercices d'évacuation à la nouvelle cité d'**Amiens** ne sont pas sous la responsabilité de la DiSI. Toutefois la CGT a fait remarquer qu'il serait utile d'organiser, au moins de façon officieuse, un rappel aux agents des différentes issues du bâtiment, notamment pour les nouveaux arrivants. La direction est d'accord avec cette proposition et va organiser une présentation, notamment du mode de fonctionnement particulier des ascenseurs en cas d'évacuation.

Accident de service

Un agent est tombé sur le trajet entre la gare d'Amiens et la Cité Administrative : chute provoquée par une dalle instable sur un trottoir. L'agent a bénéficié de deux semaines de télétravail exclusif avant de revenir au bureau suite à la visite médicale.

Questions diverses

Registre santé et sécurité au travail

Fiche 189 : *les douches de l'ESI de Rouen viennent d'être terminées, serait-il possible d'envisager des porte-manteaux, des tablettes ou étagères pour accrocher/poser les affaires, ainsi qu'un banc ou un tabouret ?* Des porte-manteaux et des tabourets ont été disposés dans les douches.

Projet de cité des Finances Publiques à Lille

Les bâtiments de l'INSEE et de la DRFiP devraient être livrés en avril 2028 et juin 2029. La durée globale des opérations est de 55 mois à partir de février 2025. Pour le moment des travaux sont toujours en cours dans le bâtiment de la DRFiP suite à l'inondation des sous-sols qui a eu lieu cet été.

Semaine en 4 jours

Pour l'instant, le DiSI rappelle qu'il s'agit bien d'une expérimentation pour certains services sur la base du volontariat. La CGT interroge sur cette notion de volontariat. Qui est volontaire ? Les agents ou les chefs de service. La direction précise que, quoiqu'il en soit, ce projet était surtout un souhait de l'ancien gouvernement, qu'il est en stand-by pour le moment et que les services informatiques ne sont, de toute façon, pas concernés à ce stade.

À la CGT, nous en profitons pour rappeler notre position : la semaine **DE** 4 jours en **32** heures peut clairement être un progrès social. Mais la semaine **EN** 4 jours, c'est non !